

Fourniture des données de déficit et de dette pour 2006

Déficit public de la zone euro et de l'UE27 respectivement de 1,6% et 1,7% du PIB

Dette publique à 69,0% et 61,7%

En termes absolus, le déficit public¹ s'est réduit en 2006 par rapport à 2005, tant dans la **zone euro** (ZE13)² que dans l'**UE27**, tandis que la dette publique¹ a augmenté. Dans la **zone euro**, le déficit public a baissé de 2,5% du PIB en 2005³ à 1,6% en 2006, et dans l'**UE27** de 2,4% à 1,7%. Le ratio de la dette publique par rapport au PIB a diminué dans la **zone euro**, de 70,5% à la fin de 2005 à 69,0% à la fin de 2006, et dans l'**UE27**, de 62,9% à 61,7%.

		2003	2004	2005	2006
Zone euro (ZE13)					
PIB prix du marché (pm)	(million euro)	7 480 915	7 778 989	8 042 170	8 399 558
Déficit public (-) / excédent (+)	(million euro)	-227 737	-217 116	-198 320	-131 295
	% du PIB	-3,0	-2,8	-2,5	-1,6
Dépenses publiques	% du PIB	48,2	47,6	47,5	47,4
Recettes publiques	% du PIB	45,1	44,8	45,1	45,8
Dette publique	(million euro)	5 177 440	5 418 980	5 668 535	5 793 637
	% du PIB	69,2	69,7	70,5	69,0
UE27					
PIB pm	(million euro)	10 019 743	10 506 180	11 000 156	11 566 802
Déficit public (-) / excédent (+)	(million euro)	-307 226	-287 295	-262 028	-193 187
	% du PIB	-3,1	-2,7	-2,4	-1,7
Dépenses publiques	% du PIB	47,7	47,1	46,9	46,8
Recettes publiques	% du PIB	44,6	44,4	44,6	45,1
Dette publique	(million euro)	6 218 378	6 561 283	6 917 168	7 139 968
	% du PIB	62,1	62,5	62,9	61,7

En 2006, les déficits publics les plus élevés, par rapport au PIB, ont été observés en **Hongrie** (-9,2%), en **Italie** (-4,4%), en **Pologne** (-3,9%), au **Portugal** (-3,9%), et en **Slovaquie** (-3,4%). Onze États membres ont enregistré un excédent de leur solde public en 2006: le **Danemark** (+4,2%), la **Finlande** (+3,9%), l'**Estonie** (+3,8%), la **Bulgarie** (+3,3%), l'**Irlande** (+2,9%), la **Suède** (+2,2%), l'**Espagne** (+1,8%), les **Pays-Bas** (+0,6%), la **Lettonie** (+0,4%), la **Belgique** (+0,2%) et le **Luxembourg** (+0,1%). Au total, vingt-deux États membres ont connu, en 2006 par rapport à 2005, une amélioration de leur solde public exprimé en pourcentage du PIB, tandis que cinq ont enregistré une détérioration.

A la fin de 2006, les plus bas niveaux de dette publique par rapport au PIB ont été relevés en **Estonie** (4,1%), au **Luxembourg** (6,8%), en **Lettonie** (10,0%) et en **Roumanie** (12,4%). Dix États membres ont affiché un ratio de dette publique supérieur à 60% du PIB en 2006: l'**Italie** (106,8%), la **Grèce** (104,6%), la **Belgique** (89,1%), l'**Allemagne** (67,9%), **Malte** (66,5%), la **Hongrie** (66,0%), **Chypre** (65,3%), le **Portugal** (64,7%), la **France** (63,9%), et l'**Autriche** (62,2%).

En 2006, les dépenses publiques⁴ dans la **zone euro** ont représenté 47,4% du PIB et les recettes publiques⁴ 45,8%. Dans l'**UE27**, elles ont été respectivement de 46,8% et 45,1%. Dans les deux zones, entre 2005 et 2006, le ratio des dépenses publiques par rapport au PIB a légèrement baissé tandis que le ratio des recettes publiques a augmenté.

Réserves sur les données déclarées⁵

Eurostat n'a pas de réserves sur les données déclarées.

Modifications par Eurostat des données déclarées⁶

Belgique: Eurostat a modifié les données de déficit et de dette notifiées par la Belgique pour les années 2005 et 2006 en raison de la prise en charge par l'État (FIF - Fonds de l'Infrastructure Ferroviaire) en 2005 de 7400 millions d'euros (2,5% du PIB) de dette de la société de chemins de fer SNCB. Selon les règles du SEC 95, le FIF est classé dans le secteur des administrations publiques et la prise en charge de la dette accroît le déficit. La modification du solde public est de -7166 millions d'euros en 2005 et de +178,9 millions d'euros en 2006. La modification de la dette publique est de +5246 millions d'euros (1,8% du PIB) à la fin de 2005 et de +4982 millions d'euros (1,6% du PIB) à la fin de 2006.

Portugal: Eurostat a modifié à la hausse les données de déficit notifiées par le Portugal pour 2005 d'un montant de 158 millions d'euros (0,1% du PIB) en raison du reclassement des apports en capital de l'Etat dans deux hôpitaux (Santa Maria et Nordeste) comme transferts en capital. Selon les règles du SEC95, les apports en capital dans des entreprises publiques accroissent le déficit lorsque l'Etat n'agit pas en tant qu'actionnaire privé, et qu'il existe des doutes sur la rentabilité du projet.

Royaume-Uni: Eurostat a modifié les données notifiées par le Royaume-Uni pour les années 2003 à 2006 afin qu'elles soient cohérentes avec l'enregistrement des recettes sur octroi de licences UMTS. Ceci aboutit à un accroissement des déficits publics de 1 045 millions de GBP (0,1% du PIB) pour 2003 et 2006 (ainsi que pour l'exercice budgétaire 2003/2004), et de 1 044 millions de GBP (0,1% du PIB) pour 2004 et 2005 (ainsi que pour les exercices budgétaires 2002/2003, 2004/2005 et 2005/2006). Les chiffres de la dette sont inchangés.

Grèce: Eurostat a utilisé, pour l'objet de cette notification, les chiffres non révisés du PIB transmis par les autorités grecques en annexe de la notification et non les chiffres révisés du PIB inclus dans les tableaux de notification d'avril 2007. Ces derniers sont en cours de vérification par Eurostat.

Informations générales

Dans le présent communiqué de presse, **Eurostat, l'Office statistique des Communautés européennes**, fournit les données relatives au déficit et à la dette des administrations publiques, basées sur les chiffres déclarés par les États membres dans le cadre de la première notification de 2007 pour les années 2003 à 2006 en vue de l'application de la procédure concernant les déficits excessifs. Cette notification est fondée sur le système de comptabilité nationale SEC 95. Le présent communiqué de presse inclut également des données sur les dépenses et recettes des administrations publiques.

Eurostat publiera également, dans la section consacrée aux statistiques financières des administrations publiques de son site internet, des informations sur les comptes publics sous-jacents ainsi que sur la contribution du déficit/excédent et autres facteurs pertinents à la variation du niveau de la dette (ajustement flux-stocks):

http://epp.eurostat.cec.eu.int/pls/portal/url/page/PGP_DS_GFS/PGE_DS_GFS_0

1. Selon le Protocole sur la procédure sur les déficits excessifs annexé au Traité de la CE, le déficit (respectivement l'excédent) public est défini comme le besoin (respectivement la capacité) de financement de l'ensemble du secteur des administrations publiques (administrations centrales, administrations d'Etats fédérés, administrations locales, et administrations de sécurité sociale). Il est calculé selon les concepts de la comptabilité nationale (Système Européen de Comptes, SEC95). La dette publique est la dette brute consolidée de l'ensemble du secteur des administrations publiques en fin d'année (en valeur nominale).
 - Tableau des agrégats de la zone euro et de l'UE27: les données sont exprimées en euros. Pour les pays n'appartenant pas à la zone euro, les taux de conversion en euro sont les suivants:
 - pour le déficit/excédent public et le PIB: taux de change annuel moyen,
 - pour l'encours de la dette publique: taux de change en fin d'année.
 - Tableau des données nationales: celles-ci sont exprimées en monnaies nationales.
2. Zone euro (ZE13): Belgique, Allemagne, Grèce, Espagne, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Autriche, Portugal, Slovénie et Finlande. La Slovénie a rejoint la zone euro le 1^{er} janvier 2007.
3. Dans la précédente notification, les déficits publics pour la ZE12 et l'UE25 en 2005 étaient respectivement de 2,4% et 2,3% du PIB. La dette publique était de 70,8% du PIB dans la ZE12 et de 63,2% du PIB dans l'UE25. Voir le communiqué de presse 139/2006 du 23 octobre 2006.

4. Les dépenses et les recettes publiques sont transmises à Eurostat dans le cadre du programme de transmission décrit dans le SEC95. Elles sont les sommes d'opérations non financières des administrations publiques. Elles incluent à la fois les opérations courantes et les opérations en capital. Pour les définitions, voir le règlement du Conseil 2223/96 tel que modifié. Il faut noter que le solde des finances publiques (c'est à dire la différence entre les recettes publiques totales et les dépenses) n'est pas exactement le même selon le SEC95 et celui calculé aux fins de la procédure sur les déficits excessifs. Le règlement (CE) 2558/2001 sur le reclassement des paiements dans le cadre d'accords de swaps et de contrats de garantie de taux, implique la coexistence de deux définitions pertinentes du déficit/excédent public:

- La définition du SEC95 sur la capacité/besoin net de financement n'inclut pas les flux de paiements et de recettes résultant des accords de swaps et des contrats de garantie de taux, car ils sont enregistrés comme opérations financières.
- Dans le cadre de la procédure sur les déficits excessifs, les flux de paiements et de recettes résultant des accords de swaps et des contrats de garantie de taux sont enregistrés comme des intérêts et contribuent à la capacité/besoin net de financement des administrations publiques.

Pour 2006, dans la plupart des États membres, la différence entre les deux soldes, quand elle existe, est mineure excepté en **Grèce** (0,29%), au **Danemark** (0,13%), en **Autriche** (0,13%), en **Suède** (0,13%), et en **Finlande** (0,11%). Ces différences améliorent la capacité/besoin net de financement de tous ces Etats membres dans le cadre de la procédure sur les déficits excessifs.

Les données transmises par la **Suède** ne sont pas strictement comparables à celles des autres pays, la Suède ayant transmis des intérêts sur une base non consolidée, ce qui entraîne une surestimation des recettes et des dépenses publiques. Ceci n'a toutefois pas de conséquence sur le solde public et sur la dette.

5. Le terme de "réserves" est défini dans l'article 8h(1) du règlement du Conseil 3605/93, tel que modifié: la Commission (Eurostat) exprime des "réserves" quand elle a des doutes sur la qualité des données déclarées.
6. Conformément à l'article 8h(2) du règlement du Conseil 3605/93 tel que modifié, la Commission (Eurostat) peut modifier les données déclarées par les États membres et fournit des données modifiées ainsi qu'une justification de cette modification lorsqu'il est évident que les données déclarées par les États membres ne sont pas conformes aux exigences de qualité (conformité aux règles comptables, exhaustivité, fiabilité, fraîcheur et cohérence des données statistiques).

*Pour plus d'informations sur la méthodologie des statistiques déclarées dans le cadre de la procédure sur les déficits excessifs, voir le règlement du Conseil 3605/93 (une version consolidée est disponible à: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/consleg/1993/R/01993R3605-20051223-fr.pdf>), le règlement du Conseil 2223/96, tel que modifié (une version consolidée est disponible à: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/consleg/1996/R/01996R2223-20030807-fr.pdf>) et la publication d'Eurostat "**Manuel sur le calcul du déficit et de la dette publics en SEC95**", deuxième édition (2002), 240 pages, ISBN 92-894-3232-2, version PDF gratuite, version papier prix 37 euros (TVA exclue). Des ajouts à cette publication concernant la titrisation, les apports de capitaux, le classement des régimes de pension avec constitution de réserves, les versements d'une somme forfaitaire dans le cadre du transfert d'obligations de pension, et les contrats à long terme entre des unités publiques et des partenaires privés sont disponibles sur le site internet d'Eurostat dans la section dédiée aux statistiques financières des administrations publiques.*

Publié par :

Service de presse Eurostat

Tim ALLEN

Bâtiment BECH

L-2920 LUXEMBOURG

Tél: +352-4301-33 444

Fax: +352-4301-35 349

eurostat-pressoffice@ec.europa.eu

Communiqués de presse sur Internet:

<http://ec.europa.eu/eurostat>

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

		2003	2004	2005	2006
Belgique					
PIB pm	(millions euro)	274 658	289 509	298 541	313 170
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	138	-102	-6 816	657
	% du PIB	0,1	0,0	-2,3	0,2
Dépenses publiques*	% du PIB	51,1	49,3	52,3	49,1
Recettes publiques*	% du PIB	51,1	49,2	50,0	49,3
Dette publique	(millions euro)	270 882	272 916	278 126	278 980
	% du PIB	98,6	94,3	93,2	89,1
Bulgarie					
PIB pm	(millions BGN)	34 628	38 823	42 797	49 091
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions BGN)	-298	835	802	1 633
	% du PIB	-0,9	2,2	1,9	3,3
Dépenses publiques	% du PIB	40,9	39,3	39,5	36,6
Recettes publiques	% du PIB	40,0	41,4	41,4	39,9
Dette publique	(millions BGN)	15 884	14 713	12 486	11 171
	% du PIB	45,9	37,9	29,2	22,8
République tchèque					
PIB pm	(millions CZK)	2 577 110	2 781 060	2 970 261	3 204 086
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions CZK)	-170 558	-80 918	-104 819	-94 485
	% du PIB	-6,6	-2,9	-3,5	-2,9
Dépenses publiques	% du PIB	47,3	44,4	44,0	42,5
Recettes publiques	% du PIB	40,7	41,5	40,4	39,5
Dette publique	(millions CZK)	774 989	855 102	903 475	973 035
	% du PIB	30,1	30,7	30,4	30,4
Danemark					
PIB pm	(millions DKK)	1 400 700	1 459 400	1 552 000	1 636 900
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions DKK)	-600	28 700	72 400	68 700
	% du PIB	0,0	2,0	4,7	4,2
Dépenses publiques	% du PIB	55,7	55,4	53,1	51,4
Recettes publiques	% du PIB	55,6	57,3	57,8	55,6
Dette publique	(millions DKK)	641 700	641 900	563 100	494 500
	% du PIB	45,8	44,0	36,3	30,2
Allemagne					
PIB pm	(millions euro)	2 161 500	2 207 200	2 241 000	2 307 200
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-86 910	-82 460	-72 380	-39 240
	% du PIB	-4,0	-3,7	-3,2	-1,7
Dépenses publiques	% du PIB	48,5	47,1	46,8	45,7
Recettes publiques	% du PIB	44,5	43,4	43,5	44,0
Dette publique	(millions euro)	1 381 007	1 451 108	1 521 580	1 566 884
	% du PIB	63,9	65,7	67,9	67,9
Estonie					
PIB pm	(millions EEK)	132 904	146 694	173 062	204 556
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions EEK)	2 712	3 423	4 061	7 715
	% du PIB	2,0	2,3	2,3	3,8
Dépenses publiques	% du PIB	35,3	34,2	33,2	33,2
Recettes publiques	% du PIB	37,4	36,6	35,5	37,0
Dette publique	(millions EEK)	7 548	7 609	7 698	8 301
	% du PIB	5,7	5,2	4,4	4,1
Irlande					
PIB pm	(millions euro)	138 941	147 569	161 163	175 795
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	556	2 063	1 623	5 031
	% du PIB	0,4	1,4	1,0	2,9
Dépenses publiques	% du PIB	33,5	34,0	34,4	34,1
Recettes publiques	% du PIB	33,9	35,5	35,5	36,9
Dette publique	(millions euro)	43 322	43 846	44 229	43 765
	% du PIB	31,2	29,7	27,4	24,9

* La Belgique a déclaré des données de dépenses et de recettes des administrations publiques sans prendre en compte la prise en charge par l'Etat (FIF) en 2005 de 7400 millions d'euros de dette de la compagnie ferroviaire SNCB. Eurostat a ajusté les données de 2005 et 2006 afin de suivre les règles du SEC95.

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

		2003	2004	2005	2006
Grèce					
PIB pm	(millions euro)	155 543	168 417	181 088	195 213
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-9 633	-13 379	-9 932	-5 115
	% du PIB	-6,2	-7,9	-5,5	-2,6
Dépenses publiques	% du PIB	49,5	49,8	47,3	46,1
Recettes publiques	% du PIB	43,2	41,9	41,6	43,2
Dette publique	(millions euro)	167 723	182 702	194 666	204 218
	% du PIB	107,8	108,5	107,5	104,6
Espagne					
PIB pm	(millions euro)	782 531	840 106	905 455	976 189
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-204	-1 510	9 991	17 608
	% du PIB	0,0	-0,2	1,1	1,8
Dépenses publiques	% du PIB	38,2	38,8	38,2	38,5
Recettes publiques	% du PIB	38,2	38,6	39,3	40,3
Dette publique	(millions euro)	381 563	388 372	390 882	389 040
	% du PIB	48,8	46,2	43,2	39,9
France					
PIB pm	(millions euro)	1 594 814	1 660 189	1 717 921	1 786 294
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-65 603	-59 789	-50 863	-44 946
	% du PIB	-4,1	-3,6	-3,0	-2,5
Dépenses publiques	% du PIB	53,3	53,2	53,7	53,5
Recettes publiques	% du PIB	49,2	49,6	50,7	51,0
Dette publique	(millions euro)	994 527	1 068 321	1 136 825	1 142 178
	% du PIB	62,4	64,3	66,2	63,9
Italie					
PIB pm	(millions euro)	1 335 354	1 390 539	1 423 048	1 475 401
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-46 614	-48 066	-59 523	-65 504
	% du PIB	-3,5	-3,5	-4,2	-4,4
Dépenses publiques	% du PIB	48,3	47,7	48,3	50,1
Recettes publiques	% du PIB	44,8	44,2	44,0	45,6
Dette publique	(millions euro)	1 392 278	1 442 997	1 510 926	1 575 346
	% du PIB	104,3	103,8	106,2	106,8
Chypre					
PIB pm	(millions CYP)	6 866	7 390	7 862	8 362
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions CYP)	-432	-300	-184	-129
	% du PIB	-6,3	-4,1	-2,3	-1,5
Dépenses publiques	% du PIB	45,1	42,9	43,6	43,9
Recettes publiques	% du PIB	38,8	38,8	41,2	42,4
Dette publique	(millions CYP)	4 746	5 199	5 443	5 461
	% du PIB	69,1	70,3	69,2	65,3
Lettonie					
PIB pm	(millions LVL)	6 393	7 435	9 059	11 265
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions LVL)	-104	-76	-20	47
	% du PIB	-1,6	-1,0	-0,2	0,4
Dépenses publiques	% du PIB	34,8	35,8	35,5	37,0
Recettes publiques	% du PIB	33,2	34,7	35,2	37,4
Dette publique	(millions LVL)	923	1 080	1 085	1 128
	% du PIB	14,4	14,5	12,0	10,0
Lituanie					
PIB pm	(millions LTL)	56 804	62 587	71 200	81 991
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions LTL)	-728	-964	-362	-226
	% du PIB	-1,3	-1,5	-0,5	-0,3
Dépenses publiques	% du PIB	33,2	33,4	33,6	33,6
Recettes publiques	% du PIB	32,0	31,8	33,1	33,3
Dette publique	(millions LTL)	12 039	12 155	13 276	14 939
	% du PIB	21,2	19,4	18,6	18,2

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

		2003	2004	2005	2006
Luxembourg					
PIB pm	(millions euro)	25 607	26 996	29 396	33 055
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	109	-329	-79	31
	% du PIB	0,4	-1,2	-0,3	0,1
Dépenses publiques	% du PIB	42,0	43,2	42,8	40,4
Recettes publiques	% du PIB	42,5	41,9	42,6	40,5
Dette publique	(millions euro)	1 613	1 775	1 801	2 255
	% du PIB	6,3	6,6	6,1	6,8
Hongrie					
PIB pm	(millions HUF)	18 935 672	20 712 284	22 026 763	23 561 549
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions HUF)	-1 365 187	-1 336 355	-1 715 713	-2 163 814
	% du PIB	-7,2	-6,5	-7,8	-9,2
Dépenses publiques	% du PIB	49,1	48,9	50,0	53,0
Recettes publiques	% du PIB	41,9	42,5	42,2	43,7
Dette publique	(millions HUF)	10 981 849	12 296 209	13 582 404	15 557 839
	% du PIB	58,0	59,4	61,7	66,0
Malte					
PIB pm	(millions MTL)	1 854	1 888	1 991	2 100
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions MTL)	-186	-94	-62	-54
	% du PIB	-10,0	-5,0	-3,1	-2,6
Dépenses publiques	% du PIB	48,6	46,8	46,0	45,2
Recettes publiques	% du PIB	38,6	41,9	42,9	42,7
Dette publique	(millions MTL)	1 305	1 395	1 440	1 395
	% du PIB	70,4	73,9	72,4	66,5
Pays-Bas					
PIB pm	(millions euro)	476 945	489 854	505 646	527 916
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-14 871	-8 846	-1 307	3 028
	% du PIB	-3,1	-1,8	-0,3	0,6
Dépenses publiques	% du PIB	47,1	46,3	45,5	46,7
Recettes publiques	% du PIB	43,9	44,5	45,2	47,2
Dette publique	(millions euro)	248 009	257 606	266 329	256 982
	% du PIB	52,0	52,6	52,7	48,7
Autriche					
PIB pm	(millions euro)	226 243	235 819	245 103	256 389
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-3 669	-2 831	-3 866	-2 870
	% du PIB	-1,6	-1,2	-1,6	-1,1
Dépenses publiques	% du PIB	51,1	50,3	49,9	49,2
Recettes publiques	% du PIB	49,3	49,0	48,2	48,0
Dette publique	(millions euro)	146 099	150 599	155 563	159 509
	% du PIB	64,6	63,9	63,5	62,2
Pologne					
PIB pm	(millions PLN)	843 156	924 538	982 565	1 057 660
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions PLN)	-52 832	-52 685	-42 519	-41 566
	% du PIB	-6,3	-5,7	-4,3	-3,9
Dépenses publiques	% du PIB	44,6	42,6	43,4	43,3
Recettes publiques	% du PIB	38,4	36,9	39,0	39,4
Dette publique	(millions PLN)	396 728	422 383	462 741	505 426
	% du PIB	47,1	45,7	47,1	47,8
Portugal**					
PIB pm	(millions euro)	138 582	144 274	149 021	155 289
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-4 013	-4 792	-9 053	-6 055
	% du PIB	-2,9	-3,3	-6,1	-3,9
Dépenses publiques	% du PIB	45,5	46,4	47,4	46,1
Recettes publiques	% du PIB	42,5	43,1	41,4	42,2
Dette publique	(millions euro)	78 748	83 921	94 717	100 526
	% du PIB	56,8	58,2	63,6	64,7

** Le Portugal a déclaré des dépenses et recettes des administrations publiques sans inclure les apports en capital dans les hôpitaux de Santa Maria et Nordeste (158 millions d'euros) comme transferts en capital (dépenses de l'Etat). Afin de suivre les règles du SEC95, Eurostat a ajusté les données pour 2005.

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

		2003	2004	2005	2006
Roumanie					
PIB pm	(millions RON)	197 565	246 469	288 048	342 418
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions RON)	-2 952	-3 722	-3 970	-6 450
	% du PIB	-1,5	-1,5	-1,4	-1,9
Dépenses publiques	% du PIB	33,6	32,6	33,7	32,0
Recettes publiques	% du PIB	32,1	31,1	32,4	30,1
Dette publique	(millions RON)	42 432	46 341	45 595	42 563
	% du PIB	21,5	18,8	15,8	12,4
Slovénie					
PIB pm	(millions euro)	24 259	26 172	27 625	29 736
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-672	-601	-408	-417
	% du PIB	-2,8	-2,3	-1,5	-1,4
Dépenses publiques	% du PIB	48,0	47,4	47,0	46,3
Recettes publiques	% du PIB	45,3	45,1	45,6	44,8
Dette publique	(millions euro)	6 949	7 575	7 837	8 276
	% du PIB	28,6	28,9	28,4	27,8
Slovaquie					
PIB pm	(millions SKK)	1 221 245	1 358 266	1 470 086	1 636 263
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions SKK)	-33 562	-32 598	-41 672	-55 415
	% du PIB	-2,7	-2,4	-2,8	-3,4
Dépenses publiques	% du PIB	40,0	37,7	38,1	37,3
Recettes publiques	% du PIB	37,2	35,3	35,2	33,9
Dette publique	(millions SKK)	518 291	564 106	507 428	503 139
	% du PIB	42,4	41,5	34,5	30,7
Finlande					
PIB pm	(millions euro)	145 938	152 345	157 162	167 911
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	3 650	3 526	4 292	6 497
	% du PIB	2,5	2,3	2,7	3,9
Dépenses publiques	% du PIB	50,0	50,2	50,5	48,6
Recettes publiques	% du PIB	52,4	52,3	53,0	52,3
Dette publique	(millions euro)	64 719	67 242	65 053	65 678
	% du PIB	44,3	44,1	41,4	39,1
Suède					
PIB pm	(millions SEK)	2 459 413	2 565 056	2 670 547	2 838 412
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions SEK)	-21 708	20 917	55 200	63 337
	% du PIB	-0,9	0,8	2,1	2,2
Dépenses publiques	% du PIB	58,3	56,9	56,6	55,5
Recettes publiques	% du PIB	57,2	57,5	58,5	57,6
Dette publique	(millions SEK)	1 314 660	1 344 621	1 392 833	1 331 062
	% du PIB	53,5	52,4	52,2	46,9
Royaume-Uni***					
PIB pm	(millions GBP)	1 131 620	1 198 890	1 249 142	1 314 932
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions GBP)	-35 946	-37 698	-38 473	-36 418
	% du PIB	-3,2	-3,1	-3,1	-2,8
Dépenses publiques	% du PIB	42,4	42,7	43,7	44,1
Recettes publiques	% du PIB	39,3	39,6	40,7	41,4
Dette publique	(millions GBP)	438 855	483 430	527 094	571 832
	% du PIB	38,8	40,3	42,2	43,5
<i>année budgétaire (ab)</i>					
		2002/2003	2003/2004	2004/2005	2005/2006
PIB pm ab	(millions GBP)	1 084 454	1 149 555	1 210 243	1 264 653
Déficit public (-) / excédent (+) ab	(millions GBP)	-23 041	-34 067	-38 529	-36 803
	% du PIB	-2,1	-3,0	-3,2	-2,9
Dette publique ab	(millions GBP)	399 259	442 848	481 511	529 198
	% du PIB	36,8	38,5	39,8	41,8

*** Les données se réfèrent aux années calendaires. Les données se référant à l'année budgétaire (1^{er} avril au 31 mars) sont présentées en italiques. Pour le Royaume-Uni, les données pertinentes pour la mise en œuvre de la procédure sur les déficits excessifs sont celles de l'année budgétaire.

Annexe I

Principales révisions entre les notifications d'octobre 2006 et d'avril 2007

Les explications spécifiques par pays sont présentées ci-dessous pour les plus importantes révisions du déficit et de la dette ayant eu lieu entre les notifications d'octobre 2006 et d'avril 2007, ainsi que pour le PIB et les ratios de déficit et de dette (voir tableau ci-dessous).

Décision d'Eurostat sur le classement des régimes de pension avec constitution de réserves en cas de responsabilité ou de garantie des administrations publiques: la dérogation temporaire concernant la mise en œuvre de la décision d'Eurostat sur les régimes de pension avec constitution de réserves s'est achevée avec la notification d'avril 2007. Ceci a pour effet d'augmenter le déficit/réduire l'excédent ainsi que d'accroître la dette du Danemark, de la Hongrie, de la Pologne et de la Suède sur la période 2003-2005.

Déficit

Danemark: la réduction de l'excédent pour la période 2003-2005 est liée au reclassement des régimes de pension avec constitution de réserves en dehors des administrations publiques, en ligne avec la décision d'Eurostat du 2 mars 2004 et la fin de la période transitoire accordée en septembre 2004, partiellement compensée par une révision à la hausse des recettes fiscales en 2004 et 2005.

Grèce: l'accroissement du déficit en 2004 est dû principalement à de nouvelles informations sur le moment d'enregistrement des transferts en provenance du budget de l'UE, en partie compensé par une révision à la hausse des impôts à recevoir. La hausse du déficit en 2005 est due principalement à la réduction des excédents des organismes divers d'administration centrale.

Italie: l'accroissement du déficit en 2005 est dû principalement à la révision du traitement comptable des garanties sur crédits à l'exportation (SACE).

Hongrie: l'accroissement du déficit pour la période 2003-2005 est lié au reclassement des régimes de pension avec constitution de réserves en dehors des administrations publiques, en ligne avec la décision d'Eurostat du 2 mars 2004 et la fin de la période transitoire accordée en septembre 2004.

Lettonie: l'accroissement du déficit en 2003 et 2005 est dû à la révision des données sur les autres comptes à recevoir/payer, notamment à l'égard de l'UE.

Luxembourg: la réduction du déficit en 2005 est principalement due à des révisions de revenus de TVA et de droits d'accise.

Pologne: l'accroissement du déficit pour la période 2003-2005 est lié au reclassement des régimes de pension avec constitution de réserves en dehors des administrations publiques, en ligne avec la décision d'Eurostat du 2 mars 2004 et la fin de la période transitoire accordée en septembre 2004.

Slovaquie: la réduction du déficit pour la période 2003-2005 est due principalement à un changement méthodologique concernant l'enregistrement des impôts et des cotisations sociales dans les comptes nationaux, en partie compensé en 2004 par une baisse de l'excédent des organismes divers d'administration centrale.

Suède: la réduction de l'excédent pour la période 2003-2005 est liée au reclassement des régimes de pension avec constitution de réserves en dehors des administrations publiques, en ligne avec la décision d'Eurostat du 2 mars 2004 et la fin de la période transitoire accordée en septembre 2004.

Dette

Danemark, Hongrie, Pologne, Suède: l'accroissement de la dette pour la période 2003-2005 est lié au reclassement des régimes de pension avec constitution de réserves en dehors des administrations publiques, en ligne avec la décision d'Eurostat du 2 mars 2004 et la fin de la période transitoire accordée en septembre 2004.

PIB

Le PIB notifié en avril 2007 aux fins de la procédure sur les déficits excessifs a été légèrement révisé sur la période 2003-2005 par rapport au PIB notifié en octobre 2006, notamment par **Malte** et le **Portugal** (entre 1% et 2,5% du PIB). En raison de son ampleur exceptionnelle, la révision du PIB de la **Grèce**, telle que déclarée dans les tableaux de notification, est encore à l'étude, les incertitudes statistiques concernant ces données révisées de PIB nécessitant une vérification complète de celles-ci de la part d'Eurostat. Aussi Eurostat a utilisé aux fins de cette procédure sur les déficits excessifs, les données de PIB non révisées transmises par les autorités grecques en annexe de la notification.

Les variations du PIB affectent les ratios de déficit et de dette par effet de dénominateur. Voir tableau ci-dessous.

Révisions des ratios de déficit/excédent public et de dette publique
entre la notification d'avril 2007 et la notification d'octobre 2006

		Déficit/excédent*			Dette		
		2003	2004	2005	2003	2004	2005
Belgique	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
	- due à la révision du PIB	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
République tchèque	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0
	- due à la révision du PIB	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Danemark	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-1.1	-0.7	-0.2	1.4	1.4	0.4
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-1.1	-0.8	-0.2	1.2	1.2	0.4
	- due à la révision du PIB	0.0	0.0	0.0	0.3	0.2	0.1
Allemagne	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
	- due à la révision du PIB	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Estonie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
	- due à la révision du PIB	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Irlande	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0.1	-0.1	-0.1	0.1	0.0	0.0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0.1	-0.1	-0.1	0.0	0.0	0.0
	- due à la révision du PIB	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Grèce	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-0.1	-0.1	-0.3	0.0	0.0	0.0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0.1	-0.2	-0.2	0.0	0.0	0.0
	- due à la révision du PIB	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Espagne	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0	0.1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
	- due à la révision du PIB	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
France	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0.1	0.1	-0.1	0.0	-0.1	-0.4
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0.1	0.0	-0.1	0.0	-0.1	-0.1
	- due à la révision du PIB	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.3
Italie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0.0	-0.1	-0.1	0.0	-0.1	-0.4
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0.0	0.0	-0.1	0.0	0.0	0.0
	- due à la révision du PIB	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.4
Chypre	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
	- due à la révision du PIB	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Lettonie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-0.4	-0.1	-0.3	0.0	0.0	-0.1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0.4	-0.1	-0.3	0.0	0.0	0.0
	- due à la révision du PIB	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.2
Lituanie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0.0	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0
	- due à la révision du PIB	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Luxembourg	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0.1	-0.1	0.7	0.0	0.0	0.1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0.2	-0.2	0.7	0.0	0.0	0.1
	- due à la révision du PIB	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Hongrie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-0.9	-1.2	-1.3	2.2	3.1	4.0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0.9	-1.2	-1.3	2.2	3.0	3.9
	- due à la révision du PIB	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Malte	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0.0	0.0	0.1	0.2	-1.0	-1.8
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
	- due à la révision du PIB	0.0	0.1	0.1	0.2	-1.1	-1.8

* Révisions des ratios de déficit/excédent: un signe positif correspond à une amélioration du solde des finances publiques relatif au PIB, un signe négatif correspond à une détérioration.

Révisions des ratios de déficit/excédent public et de dette publique
entre la notification d'avril 2007 et la notification d'octobre 2006

		Déficit/surplus*			Debt		
		2003	2004	2005	2003	2004	2005
Pays-Bas	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
	- due à la révision du PIB	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autriche	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0.0	0.0	-0.1	0.0	0.1	0.1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0.0	0.0	-0.1	0.0	0.0	0.1
	- due à la révision du PIB	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Pologne	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-1.6	-1.8	-1.8	3.2	3.8	5.1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-1.6	-1.8	-1.9	3.2	3.9	5.2
	- due à la révision du PIB	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.1
Portugal	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0.0	-0.1	-0.1	-0.2	-0.4	-0.4
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0.0	-0.2	-0.1	0.2	0.0	0.2
	- due à la révision du PIB	0.0	0.0	0.1	-0.4	-0.5	-0.7
Slovénie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0.0	0.0	-0.1	0.1	0.2	0.4
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0.0	0.0	-0.1	0.2	0.2	0.4
	- due à la révision du PIB	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Slovaquie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	1.0	0.6	0.3	-0.3	-0.1	0.0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	1.0	0.6	0.3	0.0	0.0	0.0
	- due à la révision du PIB	0.0	0.0	0.0	-0.3	-0.1	0.0
Finlande	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.2	0.1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0
	- due à la révision du PIB	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1	0.1
Suède	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-1.0	-1.0	-0.9	1.7	1.9	1.8
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-1.0	-1.0	-1.0	1.7	1.8	1.7
	- due à la révision du PIB	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2	0.0
Royaume-Uni	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0.1	0.1	0.2	-0.1	-0.1	-0.2
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0.1	0.1	0.2	0.0	0.0	0.0
	- due à la révision du PIB	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.2

* Révisions des ratios de déficit/excédent: un signe positif correspond à une amélioration du solde des finances publiques relatif au PIB, un signe négatif correspond à une détérioration.